

INDONÉSIE

point de vue politique. En outre, l'Indonésie et le Canada ont en commun des intérêts convergents sur diverses questions internationales telles que le Cambodge, le droit de la mer, les négociations Nord-Sud, les produits de base et la sécurité régionale. En juillet 1985, le SÉAE, accompagné de Maureen McTeer, a fait une visite de quatre jours en Indonésie et, en janvier 1988, c'était au tour du Ministre du Commerce extérieur, Mme Pat Carney, de se rendre en Indonésie. Au mois d'août 1988, le Canada accueillait le Ministre indonésien de la Technologie et de la Recherche, M.J.B. Habibie. La première visite de parlementaires canadiens dans ce pays s'est déroulée en février 1986. Le Ministre des Affaires étrangères, M. Mochtar, a séjourné à Ottawa du 16 au 18 février 1987 à l'invitation du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très Honorable Joe Clark. Une deuxième délégation de parlementaires s'est rendue en Indonésie en novembre 1987.

L'Indonésie voit dans l'accès aux techniques, aux capitaux et aux marchés du Canada un contrepois partiel à l'influence des États-Unis et du Japon. L'acceptation et le soutien par l'Occident (y compris par le Canada) du Nouvel Ordre du Président Suharto, et le courant d'aide qui en a résulté, ont eu un effet bénéfique décisif sur les plans politique et économique pour l'Indonésie. Le programme d'aide au développement de l'Indonésie constitue, en importance, le troisième programme bilatéral du Canada, son chiffre indicatif de planification atteignant près de 300 millions \$ pour les cinq prochaines années. L'accent y est mis sur la mise en valeur des ressources humaines et la gestion des ressources naturelles.

secteurs tels que les logiciels, les télécommunications, les dispositifs de comptage à distance, les charbonnages, les équipements portuaires, la pêche, les produits alimentaires et l'emballage. L'exploitation de certains de ces débouchés exigera l'aide de la Société pour l'expansion des exportations. Celle-ci conseille la planification financière de l'Indonésie et, autant que possible, se soumettent à collaborer en accordant les facilités de crédit mieux adaptées aux besoins des exportateurs canadiens. Le succès des projets est quelquefois considéré comme "gâché" par la concurrence européenne, japonaise, américaine et australienne, mais le Canada peut s'y faire une place si ses exportateurs sont prêts à y effectuer des visites plus fréquentes, à s'efforcer de mieux comprendre les besoins et à travailler en collaboration plus étroite avec la Division commerciale de l'Indonésie ainsi qu'avec la SEE et l'ACDI. En 1988, une campagne a été lancée en vue de sensibiliser les exportateurs canadiens aux avantages du marché indonésien et d'établir un canal de liaison avec le marché non gouvernemental de plus en plus important. Cette campagne se poursuivra en 1989, appuyée par le dialogue des exportateurs canadiens d'étude réalisée par les visiteurs du Canada en Indonésie et dont les résultats devraient à recenser les débouchés offerts.